



Banque Centrale des Comores

- VUE D'ENSEMBLE
- L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET
LES PRIX AUX COMORES
- LES FINANCES PUBLIQUES
- LE SECTEUR EXTERIEUR
- LE SECTEUR MONETAIRE
- LES PERSPECTIVES 2020



Note de Conjoncture

Année 2019

1. Vue d'ensemble

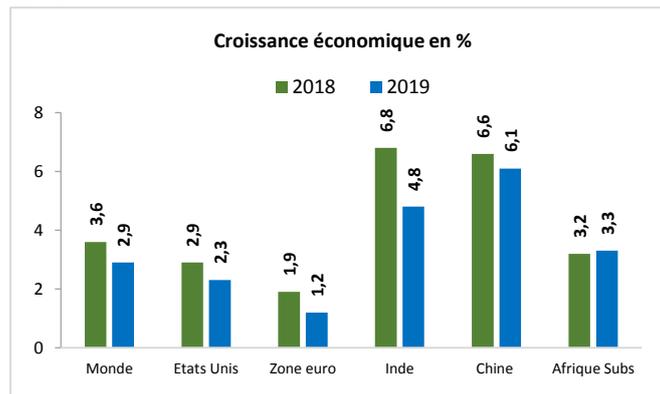
La croissance économique mondiale s'est ralentie à 2,9% en 2019 après 3,6% en 2018 d'après les projections révisées du FMI de janvier 2020. Ce fléchissement devrait se refléter aussi bien au niveau des pays avancés (-0,5%) que des pays en voie de développement (-0,8%) dans un contexte de fortes incertitudes avec l'accroissement des tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine,

l'intensification des troubles sociaux dans certains pays et les conditions météorologiques défavorables. En effet, la croissance des pays avancés a atteint 1,7% en

2019 contre 2,2% en 2018, tandis que celle des pays émergents et en développement s'établissait à 3,7% en 2019 contre 4,5% en 2018.

Pour 2020, en raison de la pandémie du Covid-19, la reprise initialement annoncée en janvier 2020 n'est plus d'actualité puisque le FMI, prévoit désormais une croissance inférieure à celle

de 2019, même si la durée et l'ampleur de cette contraction de l'activité sont difficiles à prédire pour le moment.



2. Evolution de l'activité économique interne

2.1. Croissance

En 2019, l'activité économique aux Comores a été affectée par le cyclone Kenneth qui a frappé le pays dans la nuit du 25 au 26 avril 2019, et qui a occasionné des destructions notamment des installations électriques, des routes, des habitations, des écoles et des capacités de production. Ainsi le rythme de croissance du PIB devrait décélérer pour s'établir à 2,0% en 2019 contre 3,8% en 2018 et en 2017.

Du côté de l'offre, ce ralentissement est expliqué par la mauvaise tenue du secteur primaire en rapport avec la baisse de la production agricole, consécutive à la

mauvaise performance des sous-secteurs notamment la production des produits vivriers (bananes, fruits...), l'élevage et la pêche, fortement impactée par le cyclone.

La croissance dans ce secteur est estimée à (-0,6%) en 2019 contre (+2,6%) en 2018, soit une contribution de (-0,2%) à la croissance du PIB.

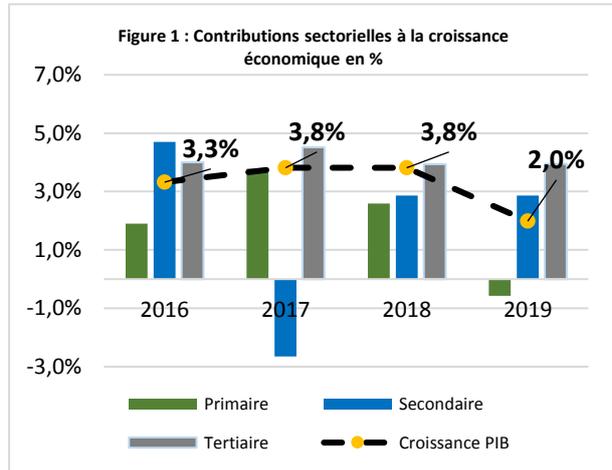
En revanche, le secteur secondaire (qui a connu le même rythme de croissance qu'en 2018, soit 2,9%) a été porté par la bonne tenue des bâtiments et travaux publics (BTP) en liaison avec les activités de reconstruction post-Kenneth en l'occurrence dans les sous-

secteurs de la métallurgie, de la menuiserie et les activités extractives. Sa contribution à la croissance s'élève ainsi à 0,3%.

De même, le secteur tertiaire a gardé son même rythme de croissance qu'une année auparavant, avec une croissance de 3,9%, ce qui correspond à une contribution de 2,1% à la croissance du PIB en 2019, en liaison avec la production des services comme l'hébergement, la restauration, le transport et la communication.

Au niveau de la demande, la consommation des ménages a enregistré une baisse par rapport à 2018, principalement à cause de la baisse des revenus des ménages agricoles. En effet, à prix constant, la consommation des ménages a cru de 2,5% en 2019 contre 3,5% en 2018. En revanche, les dépenses des

administrations ont connu une croissance de 1,1% en 2019 contre une croissance nulle une année auparavant. Pour leur part, les dépenses d'investissements mesurées par la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) ont connu une croissance de -2,7%.



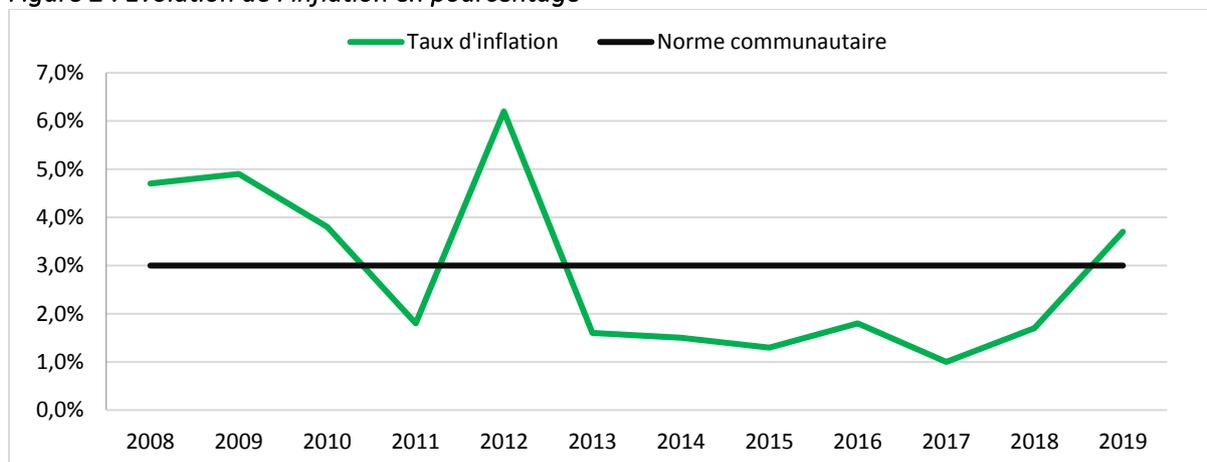
Sources : INSEED et estimations BCC

2.2. Inflation

Pour la première fois depuis sept ans, l'inflation aux Comores a dépassé la norme communautaire de 3% de la Zone franc. En effet, le niveau général des prix, mesuré par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC), fait ressortir un taux d'inflation de 3,7% en moyenne pour 2019

contre 1,7% un an auparavant. Cette forte pression inflationniste observée en 2019 est à mettre en liaison, principalement, avec la hausse des prix des produits alimentaires notamment les produits agricoles, de pêche et de l'élevage après le passage du cyclone Kenneth au début du deuxième trimestre.

Figure 2 : Evolution de l'inflation en pourcentage



Sources : INSEED, estimations BCC

3. Evolution des finances publiques

Les estimations de la Banque Centrale des Comores (BCC) relatives à la situation des finances publiques en 2019 affichent une régression de celles-ci, notamment avec une

baisse des recettes intérieures (-16,7%) et une faible réduction des dépenses courantes (-3,7%) par rapport à l'année précédente.

Tableau 1 : Recettes budgétaires de l'Etat en millions FC

Finances publiques, en millions FC	2016	2017	2018	2019*
Recettes totales (dons inclus)	63 841	109 188	92 781	81 689
Recettes intérieures (courantes)	39 558	56 605	57 282	47 689
Recettes fiscales	35 364	47 291	42 336	36 900
Recettes non fiscales	4 194	9 314	14 946	10 789
Recettes extérieures (dons-projets)	24 283	52 583	35 499	34 000
Dépenses totales	83 651	111 739	94 811	92 210
Dépenses courantes	54 600	70 184	70 233	67 609
<i>Dont</i>				
<i>Salaires</i>	24 640	25 812	26 686	26 786
Dépenses en capital	22 936	40 055	24 578	25 601
<i>Dont financées sur ressources intérieures</i>	7 451	12 440	9 467	10 490
Prêts nets	6 115	1 500	-	-
Solde Budgétaire de Base (SBB)	-19 945	-10 958	-3 092	-9 410
Solde Global (hors dons)	-44 093	-55 134	-37 530	-45 521
Solde Global (dons inclus)	-19 810	-2 551	-2 031	-11 521

Sources : Ministère des Finances, CREF, * estimations BCC

3.1. Evolution des recettes

Préalablement prévues à 64,5 milliards FC par la loi de finances de 2019, la BCC estime les recettes intérieures à 47,7 milliards FC à fin décembre 2019 contre 57,3 milliards FC une année auparavant. Cette baisse des ressources intérieures s'expliquerait d'une part, par la contraction des recettes fiscales

qui s'établiraient à 36,9 milliards FC à fin décembre 2019 contre 42,3 milliards FC à fin décembre 2018, soit (-12,8%), et d'autre part, la diminution des recettes non fiscales estimées à 10,8 milliards FC à fin décembre 2019 contre 14,9 milliards FC une année auparavant.

3.2. Evolution des dépenses

D'après l'appréciation de la BCC, les dépenses courantes devraient s'établir à 67,6 milliards

FC, en liaison avec l'évolution de ses sous-rubriques :

- La masse salariale passerait de 26,7 milliards FC à 26,8 milliards FC, soit une hausse de 0,4% entre 2018 et 2019.
- Les dépenses de transferts et subventions s'afficheraient à 7,4 milliards FC contre 9,9 milliards FC en 2018, soit une réduction de 25,6%.
- Les dépenses en biens et services s'établiraient à 12 milliards FC contre 13,9 milliards FC en 2016, soit une baisse de 13,5%.

Les dépenses d'investissement pour leur part, augmenteraient de 4,2% entre 2018 et 2019 pour s'établir à 25,6 milliards FC contre 24,6 milliards FC en 2018. Cette progression se reflèterait essentiellement au niveau des dépenses en capital sur financement intérieur qui ont atteint 10,5 milliards FC en 2019 contre 9,5 milliards un an avant.

3.3. Etat de la convergence de la Zone franc

En 2019, les critères de 1^{er} rang ont évolué de la manière suivante :

-Solde Budgétaire de Base (SBB) / PIB nominal : supérieur ou égal à 0%.

Le ratio de solde budgétaire de base en pourcentage du PIB nominal a été de -1,8% en 2019 contre -0,6% en 2018 et -2,3% en 2017. Cette évolution résulte de la baisse des recettes.

-Taux d'inflation : inférieur ou égal à 3%

En 2019, le taux d'inflation moyen devrait enregistrer une hausse passant de 1,7% en 2018 à 3,7% une année après. Cette forte pression inflationniste s'explique essentiellement par la hausse des prix des produits agricoles, de pêche et de l'élevage après le passage du cyclone Kenneth.

-Endettement public total/PIB : Inférieur ou égal à 70%

Le ratio d'encours de la dette publique rapporté au PIB nominal a été respecté. En 2019, ce ratio s'est établi à 19,3% contre 18,6% en 2018 et 18,2% en 2017.

-Non accumulation des arriérés intérieurs et extérieurs

Des arriérés sur le service de la dette extérieure ont été observés en 2019. En revanche, le stock de la dette intérieure continue à être apuré progressivement.

Les autres indicateurs ont évolué comme suit :

-Masse salariale / recettes fiscales <=35%

Le ratio de la masse salariale sur les recettes fiscales a enregistré une hausse de 9,6 points de pourcentage par rapport à 2018 pour s'établir à 72,6% en 2019. Cette évolution résulte de la hausse des salaires et de la baisse des recettes fiscales (-12,8%).

-Investissements financés sur ressources propres / recettes fiscales : >=20%

L'investissement gouvernemental en pourcentage des recettes fiscales a enregistré une hausse par rapport à 2018, passant de 22,4% en 2018 à 28,4% en 2019.

-Total des recettes fiscales / PIB : >=20%

Le taux de pression fiscale s'est établi à 7,2% en 2019 contre 8,6% une année avant.

-Solde global, dons inclus / PIB :

Le déficit global dons compris se détériorerait par rapport à 2018, pour s'établir à -2,2% du PIB en 2019 contre -0,4% du PIB en 2018.

Toutefois, ce ratio a encore une fois été contenu sous la norme (un déficit n'excédant pas 3% du PIB).

Tableau 2 : Résultats de la surveillance multilatérale aux Comores

Indicateurs de convergence	2016	2017	2018	2019*
Critères de 1^{er} rang				
Solde Budgétaire de Base (SBB) / PIB nominal $\geq 0\%$	-4,4	-2,3	-0,6	-1,8
Taux d'inflation annuel moyen $\leq 3\%$	1,8	1,0	1,7	3,7
Encours dette publique totale/PIB nominal $\leq 70\%$	18,0	18,2	18,6	19,3
Non accumulation d'arriérés de paiement intérieurs	NA	NA	NA	NA
Non accumulation d'arriérés de paiement extérieurs	NA	NA	A	A
Autres indicateurs				
Masse salariale /recettes fiscales $\leq 35\%$	69,7	54,6	63,0	72,6
Investissements financés sur ressources propres /recettes fiscales $\geq 20\%$	21,1	26,3	22,4	28,4
Recettes fiscales / PIB nominal (taux de pression fiscale $\geq 17\%$)	7,9	10,1	8,6	7,2
Solde global dons compris/PIB nominal $\geq -3\%$	-4,4	-0,5	-0,4	-2,2

Source : INSEED, BCC ; * provisoires

N.B : Les Comores utilisent depuis janvier 2019, un PIB calculé suivant la méthode SCN93. Ce qui a entraîné une multiplication par 1,7 du PIB nominal comparativement à celui calculé avec la méthode SCN68,

Tableau 3 : Nombre de critères respectés par les Comores depuis 2017

	Critères de premier rang												Nombre de critères respectés		
	Solde budgétaire de base / PIB $\geq 0\%$			Taux d'inflation annuel $\leq 3\%$			Endettement public total /PIB $\leq 70\%$			Non accumulation d'arriérés intérieurs et extérieurs =0					
	2017	2018	2019	2017	2018	2019	2017	2018	2019	2017	2018	2019	2017	2018	2019
Comores	Non	Non	Non	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	3	3	1
	Autres Indicateurs												Nombre de critères respectés		
	Masse salariale /Recettes fiscales $\leq 35\%$			Investissement sur ressources propres/recettes fiscales $\geq 20\%$			Taux de pression fiscale $\geq 20\%$			Solde global / PIB $\geq -3\%$					
	2017	2018	2019	2017	2018	2019	2017	2018	2019	2017	2018	2019			
	Non	Non	Non	Oui	Oui	Oui	Non	Non	Non	Oui	Oui	Oui	1	2	1

Source : BCC

4. Secteur extérieur

Les échanges extérieurs sont marqués par une progression des exportations (+22,6%) et une contraction des importations FOB (-3,4%) entre 2018 et 2019. En conséquence, le déficit commercial s'est creusé de 16,9%,

pour s'établir à 97,6 milliards FC en 2019. Pour sa part, le taux de couverture des importations par les exportations est ressorti à 22,6%, en hausse de 5,2 points de pourcentage par rapport à 2018.

Tableau 4 : Evolution des indicateurs en millions FC sauf indication

Libellés	2016	2017	2018	2019	2018/2019
Exportations FOB	11 380	16 749	17 642	21 628,0	22,6%
Importations FOB	81 442	90 592	100 988	97 601,9	-3,4%
Échanges commerciaux	92 822	107 341	118 503	119 229,9	0,6%
Balance commerciale	-70 062	-73 844	-83 473	-97 601,9	16,9%
Taux de couverture (%)	13,97	18,49	17,34	22,55	

Source : BCC

4.1. Exportations par type de biens

En 2019 la valeur des exportations a progressé de 22,6% s'établissant à 21,6 milliards FC contre 17,6 milliards FC en 2018, en rapport avec le déstockage au niveau de l'ylang-ylang et des bouteilles de Gaz consignes. En effet, les expéditions d'ylang-ylang ont fortement augmenté sur la période avec des recettes d'exportation de 5,4 milliards FC en 2019 contre 1,7 milliard une année avant.

Les autres biens exportés pour leur part, ont fortement augmenté en raison du phénomène exceptionnel d'expédition des

biens d'équipement, notamment des bouteilles isothermes et des bouteilles de gaz enregistrées au deuxième trimestre 2019.

En revanche, les ventes de vanille se sont établies à 3,1 milliards FC en 2019 contre 4,5 milliards FC en 2018 en raison de la baisse des quantités exportées de ce produit qui sont passé de 28 tonnes en 2018 à 19 tonnes un an après.

Les exportations de girofle ont également baissé sur la période (-35,1%) pour se situer à 6,3 milliards FC en 2019 après 9,6 milliards FC en 2018.

Tableau 5 : Exportations en millions FC

Libellés	Quantité en tonne			Valeur en millions FC		
	2017	2018	2019	2017	2018	2019
Vanille	24	28	19	3 609	4 521	3 093
Girofle	3 863	4 303	3 536	9 442	9 640	6 257
Ylang-Ylang	48	44	54	1 776	1 724	5 387
Autres produits	3 284	3 903	4 077	1 921	1 758	6 891
TOTAL	7 218	8 278	7 687	16 749	17 642	21 628

Sources : BCC, Douanes

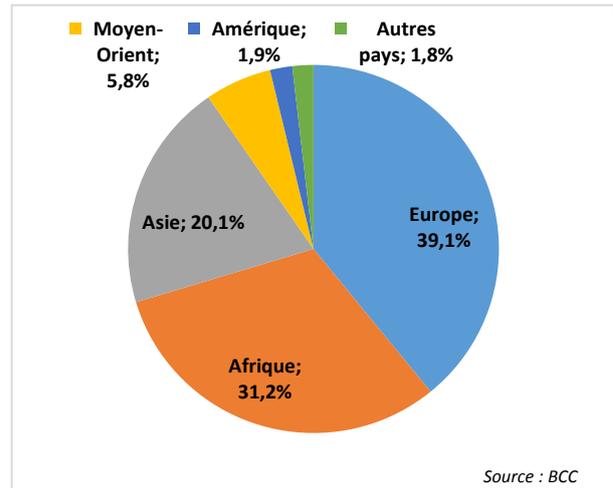
Pa zone géographique, le marché européen demeure le premier client des Comores en 2019. Ce marché a capté 39,1% des exportations. Constitués principalement des produits de rente et dans une moindre mesure des biens d'équipement, ces produits sont principalement achetés par la France qui a capté 68,7% des ventes sur ce marché.

L'Afrique devient le deuxième client des Comores en 2019 grâce la réexportation d'une grosse quantité de bouteilles de gaz consignes et autres récipients isothermes vers le continent.

Le marché asiatique, en troisième position a capté 20,1% des exportations comoriennes en 2019. Sur ce marché, l'Inde reste le principal partenaire des Comores en achetant près de 94% des produits comoriens vendus en Asie (composés principalement du girofle).

Le Moyen-Orient, arrive en quatrième position avec 5,8% de part de marché. La commande de cette région concerne principalement les clous de girofle à destination des Emirats.

Le marché américain, en cinquième position, n'a capté que 1,9% seulement des exportations comoriennes.



4.2. Importations par type de biens

En 2019, les importations CAF sont évaluées à 114,8 milliards FC contre 119,3 milliards FC l'année précédente, soit une baisse de 4%, essentiellement attribuable aux biens d'équipement. Ces derniers se sont établis à 21,4 milliards FC en 2019 contre 33,9 milliards FC en 2018 en raison de la baisse des importations de camions de transport et engins techniques, qui est lié au phénomène exceptionnel qui a été enregistré en 2018 avec l'arrivée en masse des camions et engins destinés aux travaux dans le domaine des infrastructures.

Les importations des produits alimentaires ont augmenté de 7% sur la période pour s'établir à 37,3 milliards FC. Cette hausse est particulièrement portée par la progression des commandes au niveau des produits carnés (+18,1%), des animaux vivants (+35%)

des condiments (+17,6%) et des boissons (+9,3%) afin de pallier aux insuffisances en produits agricoles et d'élevage dont la production a été fortement touchée par le cyclone Kenneth. Concernant les produits céréaliers, les importations sont élevées à 12,9 milliards FC en 2019 contre 14 milliards FC en 2018, soit une baisse de 7,9% principalement attribuable au riz (-19,4%).

Pour ce qui sont des produits énergétiques, les importations des produits pétroliers ont augmenté de 17,9% entre 2018 et 2019 s'établissant à 29,1 milliards FC contre 24,7 milliards FC un an avant. Cette évolution provient de l'essence (+43,6%), du pétrole (+24,5%) et du gazole (+5,7%). Les importations des autres biens combustibles pour leur part ont enregistré une baisse de 2% sur la période, essentiellement imputable

aux bois (-6,2%) et aux huiles de vidange (-1,9%). Pour les biens intermédiaires, les importations de matériaux de construction ont progressé de 7,3% entre 2018 et 2019 pour s'établir à 18,8 milliards FC. Cette hausse provient du ciment (+7,1%), des fers et tôles (+13,4%), des planches (+42,6%) et de

l'aluminium (+23,5%) destinés à la reconstruction post Kenneth. Les autres biens intermédiaires ont pour leur part enregistré une baisse de près de 18%, imputable aux importations de produits d'entretiens (-40,8%) et des articles de décorations (-38,4%).

Tableau 6 : Evolution des importations en millions FC

Produits	2016	2017	2018	2019	Variation 2019/2018
Produits alimentaires	35 752	36 515	34 857	37 319	7%
Produits énergétiques	17 763	22 055	25 758	30 436	18%
Biens d'équipement	21 749	25 321	33 899	21 426	-37%
Biens intermédiaires	17 606	19 095	21 084	22 112	5%
Autres Produits	2 944	3 592	3 687	3 533	-4%
Total	95 814	106 579	119 286	114 826	-4%

Source : BCC

Par zone géographique, le Moyen-Orient garde son premier rang de fournisseur des Comores en 2019 en dépit de la baisse de la part de ses importations dans le total. Ces dernières, principalement constituées des produits pétroliers se sont établies à 46,8 milliards FC en 2019 contre 49,6 milliards FC en 2018. Une évolution attribuable aux quelques biens d'équipement en provenance de la zone.

Le marché asiatique en deuxième position a vu sa commande provenant des Comores baisser de 9,8%. Il n'a assuré que 28,5% du total des importations comoriennes en 2019 contre 30,2% en 2018. La Chine reste le principal fournisseur du pays dans ce marché avec une part de 26,5% en 2019.

En troisième position, Le marché européen fournit 21,2% des importations comoriennes,

principalement constituées de produits alimentaires, intermédiaires et des biens d'équipement.

Du côté de la sous-région, les importations en provenance des pays africains représentent 8,3% des importations totales. Dans ce marché, les pays du COMESA (Maurice (50%) et de Madagascar (27%)...) fournissent 49% des importations en provenance de la région.

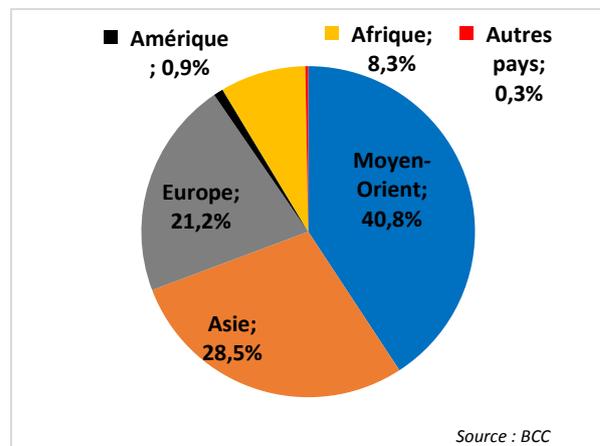


Tableau 7 : Evolution des Importations en quantité et en volume

Libellés	Quantités en tonne			Valeurs en millions FC		
	2017	2018	2019	2017	2018	2019
Riz	59 499	53 659	51 470	13 036	11 833	9 535
Viande, Poisson	24 593	27 886	31 346	11 563	12 404	14 858
Farine	11 153	10 423	15 455	2 389	2 174	3 359
Sucre	10 213	9 624	9 392	2 574	2 043	2 065
Produits laitiers	6 343	4 531	6 257	2 968	2 410	3 139
Autres produits alimentaires	15 140	16 213	17 787	3 985	3 993	4 364
Produits pharmaceutiques	391	462	379	1 265	1 320	1 137
Tissus, confection	3 390	3 387	2 721	2 043	2 226	1 835
Produits pétroliers	97 839	96 257	105 951	21 199	24 696	29 113
Ciment	163 109	175 110	184 241	6 506	7 742	8 292
Véhicules et pièces détachées	12 295	13 824	13 055	16 717	25 334	14 167
Fer, Fonte, Acier	31 225	35 843	40 892	7 029	7 215	7 210
Autres produits	24 345	26 471	27 760	15 305	15 895	15 737
TOTAL	459 534	473 690	506 706	106 579	119 286	114 810

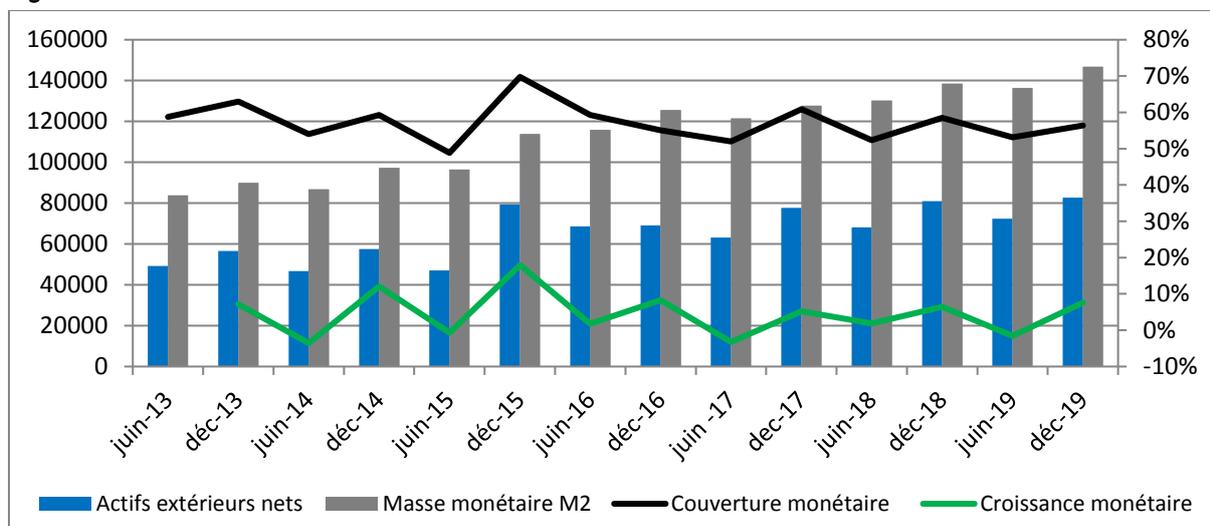
Source : BCC

5. Evolution de la situation monétaire

Après la contraction cyclique observée au premier semestre, la masse monétaire a enregistré une augmentation de 5,9% à la fin de l'année 2019. Cette progression est expliquée par la hausse du crédit intérieur (+10,6%) et celle des actifs extérieurs nets (+2,1%). Ainsi, dans la mesure où la

croissance de la masse monétaire est beaucoup plus portée par l'augmentation du crédit intérieur, le taux de couverture de la masse monétaire par les avoirs extérieurs nets continue de régresser tout comme l'année précédente, passant de 58,5% en décembre 2018 à 56,3% en décembre 2019.

Figure 3 : Evolution de la masse monétaire en millions de Francs comoriens



Source : Banque Centrale des Comores

5.1. Les composantes de la masse monétaire

Les disponibilités monétaires mises en exergue par l'agrégat « **M1- Moyens de paiements** » affichent une hausse de 5,7% passant de 92,8 milliards FC en décembre 2018 à 98,1 milliards FC en décembre 2019 grâce à l'augmentation de ses deux composantes. En effet, la circulation fiduciaire s'est établie à 38,8 milliards FC à fin décembre 2019 contre 35,9 milliards FC une année auparavant représentant une hausse de 8%, du fait de l'accroissement des dépenses liées à la reconstruction post-Kenneth, et la hausse des prix qui s'en est suivie. De même les dépôts transférables ont crû de 4,3% passant de 56,9 milliards FC à

59,3 milliards FC dans la même période. Toutefois, il est à remarquer que l'accroissement de ces derniers est porté par les dépôts effectués dans les autres institutions de dépôts car ceux effectués à la Banque Centrale notamment les dépôts des sociétés non-financières publiques sont en nette diminution.

Pour sa part l'agrégat « **M2-M1, Epargne liquide** » renfermant les dépôts d'épargne à vue et à terme enregistre une progression déjà observée les années précédentes, passant de 45,7 milliards FC en décembre 2018 à 48,6 milliards FC l'année suivante.

Tableau 8 : Evolution des composantes de la masse monétaire en millions de Francs comoriens

Rubriques	Encours					Variation (%)	
	déc-18	mars-19	juin-19	sept-19	déc-19	déc-18	juin-19
M1/ Moyens de paiements	92 781	86 592	88 003	88 586	98 099	5,73	11,47
Circulation Fiduciaire hors BEF	35 904	35 510	35 656	35 685	38 764	7,97	8,72
Dépôts à vue	56 877	51 082	52 347	52 901	59 335	4,32	13,35
BCC	2 565	1 417	642	284	154	-93,98	-75,95
BEF	49 986	49 665	51 706	52 617	59 181	8,97	14,46
M2-M1 / Epargne Liquide	45 747	48 723	48 322	48 740	48 611	6,26	0,60
M2 / Masse Monétaire	138 528	135 315	136 325	137 327	146 711	5,91	7,62

Source : Banque Centrale des Comores

5.2. Les contreparties de la masse monétaire

Au cours de l'année 2019, la croissance de la masse monétaire est surtout portée par sa contrepartie intérieure. En effet, le **crédit intérieur** est passé de 89,7 milliards FC à fin 2018 à 99,2 milliards FC une année plus tard. Une hausse due en grande partie à l'accroissement des créances nettes sur l'Administration Centrale (+79%), expliquée entre autres par les avances statutaires octroyées par la Banque Centrale au mois de

mai et d'autres financements destinés à soutenir le pays après le passage du cyclone Kenneth en avril 2019.

De même, le crédit à l'économie tiré par l'augmentation de l'encours des crédits accordés au secteur privé a enregistré une hausse de 2,5%.

Les actifs extérieurs nets ont augmenté de 2,1% s'élevant à 82,7 milliards FC en

décembre 2019 contre 81 milliards FC une année auparavant. Cette évolution est imputable à l'augmentation de la position extérieure des autres institutions de dépôts (+55,5%) dans la mesure où celle de la Banque Centrale a connu une baisse dans

cette même période. En effet l'accord d'un prêt d'urgence par le FMI toujours pour les raisons du passage du cyclone Kenneth a augmenté les engagements extérieurs de la Banque Centrale.

Tableau 9 : Evolution des contreparties de la masse monétaire en millions FC

Rubriques	Encours					Variation (%)	
	déc-18	mars-19	juin-19	sept-19	déc-19	déc-18	juin-19
Avoirs extérieurs nets	80 970	77 121	72 403	76 405	82 656	2,08	14,16
BCC	76 038	73 957	69 378	70 336	74 989	- 1,38	8,09
BEF	4 932	3 164	3 025	6 069	7 667	55,47	153,44
Crédit intérieur	89 711	88 056	94 852	95 393	99 223	10,60	4,61
Crédit à l'Etat	9 535	10 843	14 719	14 124	17 068	79,00	15,96
Crédits à l'économie	80 175	77 212	80 133	81 269	82 155	2,47	2,52
Autres postes nets	- 32 152	- 29 862	- 30 930	- 34 471	- 35 168	9,38	13,70
Masse monétaire	138 528	135 315	136 325	137 327	146 711	5,91	7,62

Source : Banque Centrale des Comores

6. Perspectives 2020

Pour l'année 2020, les prévisions initiales tablaient sur un rebond de la croissance du PIB après le passage du cyclone Kenneth qui devrait rester élevée à moyen et long terme grâce à une amélioration des politiques publiques et sur la base des perspectives suivantes :

- Les travaux de reconstruction post-cyclone et l'appui des partenaires au développement aux secteurs affectés par le cyclone ;
- Un accroissement des investissements publics, notamment avec la poursuite des travaux de réfection des routes ou encore la reconstruction de l'hôpital de référence El-Maarouf ;
- Des mesures budgétaires de relance (dépenses publiques, fiscalité, soutien à l'investissement...) soutenues par une mobilisation accrue de ressources

domestiques notamment à travers la télé déclaration et l'informatisation des services administratifs dans le cadre du projet E-Gouv. À plus long-terme, l'engagement des autorités en faveur d'une dynamique de transformation structurelle de diversification productive, devrait soutenir durablement la croissance. Elle s'appuierait sur :

- La poursuite de l'assainissement du secteur de l'énergie par la mise en application des décrets pour séparer les volets eau et électricité, en créant une nouvelle société d'électricité et en révisant la structure tarifaire. Cela s'accompagnerait d'une réflexion sur la mise en place d'une solution énergétique à plus long terme ;
- La réhabilitation des infrastructures routières ;

- La poursuite des réformes des finances publiques, à travers la négociation d'un programme avec le FMI. En effet, les autorités ont négocié un Programme de référence, dont le contenu et les conditions sont en cours de discussion. Il couvrirait une période de six mois (avril-septembre 2020) et serait évalué à fin juin et à fin septembre. Des performances satisfaisantes pourraient ouvrir la voie à la négociation d'un accord de financement début 2021.

Les actions menées par le gouvernement en matière de politique économique et de développement peuvent être rappelées :

- La mise en place d'un Plan Comores Émergent (PCE), sur lequel les partenaires au développement ont été sollicités pour

orienter leurs interventions et qui bénéficierait de promesses de financement à hauteur de 4,3 milliards USD ;

- L'adoption d'une loi de finances 2020 pour un montant de 57,4 milliards de FC avec l'objectif d'accompagner la reprise de l'activité économique en dégagant un espace budgétaire pour les investissements, à travers une meilleure exécution des finances publiques (accroissement des recettes et réduction des dépenses).

Toutefois, il faut noter que ces perspectives seront revues à la baisse en raison des effets négatifs de la crise du COVID-19 sur l'activité économique notamment dans les secteurs du transport, du tourisme et de l'enseignement.